



21 ANS
DE
CONSEIL / GESTION EN ASSURANCES TRANSPORTS / RECOURS

MARINE CONSULTANT est une société totalement indépendante qui a été créée le 1^{er} juillet 2000 (il y a 21 ans), qui n'agit que pour les intérêts « marchandises » et pour leurs assureurs.

FUGIT IRREPARABILE TEMPUS *(le temps fuit irréparable !)*

Nous avons en quelque sorte dans ce vers de Virgile une maxime qui définit précisément notre activité.

MARINE CONSULTANT a le devoir et la responsabilité de préserver les droits de ses Principaux :

- En veillant à ce que la prescription n'intervienne pas au profit de l'Armateur, Affrètement, Commissionnaire de Transports, Manutentionnaire...dont la responsabilité est recherchée,
- En s'attachant à conduire avec le maximum de diligence les recours qui lui sont confiés.

FOCUS SUR NOS ACTIONS

INDEPENDANCE

MARINE CONSULTANT n'accepte que les mandats qui lui sont donnés par les intéressés sur la marchandise, et leurs Assureurs. Ainsi, n'existe-t-il aucune confusion au niveau des intérêts représentés !

Nous disposons également d'un bon réseau d'Experts et d'Avocats indépendants.

AVIS ET CONSEILS

Rappelons que, dans ce cadre, MARINE CONSULTANT apporte GRACIEUSEMENT, et à tout moment, ses conseils de gestion notamment pour la mise en place de constats contradictoires et la négociation d'une lettre de garantie à la fin du voyage.

RECOURS SUR UNE BASE "NO WIN, NO FEE"

Il convient de rappeler que tant pour les recours amiables que pour les actes de procédures (saisies conservatoires, procédures diverses, et/ou arbitrages toujours initiés avec l'accord préalable des Clients ou de leurs Assureurs), MARINE CONSULTANT intervient sur une base « NO WIN, NO FEE ». Seules les dépenses liées aux actions en justice sont supportées dans tous les cas par le donneur de mission.

ACTIONS AMIABLES OU PROCEDURES

Les 2 sont conduites successivement selon les circonstances.

Pour éviter, si cela s'avère possible, frais et perte de temps, MARINE CONSULTANT privilégie les démarches amiables – mais en cas de retard injustifié, ou refus de composer, organise, avec l'accord préalable de ses Principaux, les actions en justice appropriées.

Rappelons qu'au cours des années écoulées MARINE CONSULTANT a organisé des saisies conservatoires de navires (la plus délicate ayant eu lieu à MUMBAÏ – Inde – sur un navire qui partait à la casse), ainsi que des procédures au fond, à tous les degrés de juridiction, devant les Tribunaux de 10 pays, en Afrique comme en Europe, et de nombreux arbitrages à PARIS, LONDRES et GENEVE.

EVENEMENTS EXCEPTIONNELS

- Un évènement récent survenu le 23 mars 2021 au navire « EVER GIVEN » qui s'est échoué dans le Canal de SUEZ (cf. notre Lettre n° 34), suite semble-t-il à du mauvais temps, a entraîné le blocage du Canal pendant plusieurs jours.

Durant cette période 422 navires, eux-mêmes chargés de 25 millions de tonnes de marchandises, ont été arrêtés. Les autorités du Canal évaluent à ce jour leurs propres pertes financières entre 12 et 15 millions de USD par jour d'inactivité, sans compter les dégâts à l'infrastructure, et les moyens humains utilisés.

Elles réclament, à ce titre, au navire et à sa cargaison une indemnité de 550 millions USD. (A)

Des discussions se poursuivent entre les Armateurs japonais du « EVER GIVEN », assistés de leur P&I Club, et les Autorités du Canal, qui devraient aboutir à un arrangement transactionnel avant que le Tribunal égyptien saisi ne se prononce.

Dans le même temps, les Parties concernées devront également prendre en charge l'indemnité qui sera attribuée aux Assistants qui ont tiré le navire de sa fâcheuse posture. (B)

Enfin, les Experts nautiques détermineront quelles sont les avaries au navire résultant du déséchouement du « EVER GIVEN » (C).

Ce grave évènement met en relief les caractéristiques d'une procédure qui existe depuis l'Antiquité : L'AVARIE COMMUNE. En Droit Maritime, l'Avarie Commune consiste à répartir frais et dommages entraînés par des mesures de sauvetage décidées dans l'intérêt commun du navire et des marchandises au prorata des valeurs sauvées. Les 3 postes (A), (B), (C) additionnés, comparés aux valeurs sauvées du navire et de sa cargaison, permettront de déterminer la contribution qui incombera aux Parties.

On peut imaginer qu'elle sera très élevée. Les Assureurs doivent s'y préparer. La situation des propriétaires de marchandises qui ne seraient pas assurées est peu enviable !

- Il y a quelques années, MARINE CONSULTANT a dû intervenir sur instructions d'Assureurs ivoiriens suite à l'évènement éprouvé le 15/07/2015 par le navire « MAERSK SEOUL » (explosion dans un container de produits dangereux entraînant un important incendie). Le navire a dû être assisté.

Les conséquences de ce sinistre ont été importantes.

Le « MAERSK SEOUL » a été déclaré en Avaries Communes, et une contribution provisoire de 12,50% a été demandée par les Sauveteurs, à laquelle s'est ajoutée celle de 40% sollicitée par les Armateurs – soit au total plus de la moitié de la valeur des marchandises sauvées.

Pendant 5 ans, MARINE CONSULTANT, avec le concours de ses Solicitors à Londres, a œuvré pour démontrer que l'évènement générateur de l'explosion était en fait consécutif à une faute du navire. C'est ainsi que MAERSK a finalement renoncé à la procédure d'Avaries Communes. Les Assureurs ont ainsi réalisé une belle économie !

Cet exemple démontre combien les intéressés sur la marchandise doivent demeurer vigilants en toute circonstance : LE PIRE PEUT, PARFOIS, ÊTRE EVITÉ !

CREATION ET MELTING – POT

Solidement installée à MARSEILLE depuis 21 ans, il est apparu à MARINE CONSULTANT qu'il serait conforme à l'histoire de cette ville, et à ses liens avec l'Arc méditerranéen, de proposer GRACIEUSEMENT à son corps CONSULAIRE (plus de 60 représentations) d'apporter assistance et conseils juridiques à leurs ressortissants ayant d'éventuels litiges en relation avec des opérations de négoce (tous transports de marchandises confondus).

C'est dans le même esprit que MARINE CONSULTANT a développé, par ailleurs, de nombreuses relations avec des Compagnies d'Assurances – la plupart installées en Afrique de l'Ouest – avec l'ambition de développer avec elles une saine synergie.

Depuis plusieurs années MARINE CONSULTANT se consacre, enfin, à diffuser GRACIEUSEMENT une lettre mensuelle d'information juridique que nous appellerons désormais : « MARINE CONSULTANT NEWS ». C'est d'ailleurs ce vecteur que nous utilisons aujourd'hui pour entrer en relation avec nos « followers » (+ de 1.000), et pour partager avec eux notre joie d'être à leurs côtés depuis 21 ans, puisque NOUS existons depuis le 01/07/2000.

N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions, de vos critiques s'il y a lieu, et à nous communiquer les adresses des personnes qui seraient intéressées de nous lire chaque mois.

Merci de votre partage avec MARINE CONSULTANT.

21 YEARS
OF

ADVICE / LEGAL ASSISTANCE / CLAIM MANAGEMENT / RECOVERIES

MARINE CONSULTANT is a total independent firm which has been created on July 1st 2000 (21 years ago) and which acts only for the cargo interests and their Underwriters.

« FUGIT IRREPARABILE TEMPUS »
(Irretrapable time is flying)

In a way, we have in this verse from Virgil a maxim that precisely defines our activity.

MARINE CONSULTANT has the duty and the responsibility to preserve its principals' rights:

- By ensuring that the limitation does not intervene in favour of the Shipowner, Charterer, Freight forwarder, Stevedores, whose responsibility is sought.
- By endeavoring to conduct with the maximum diligence the claims and legal actions that our firm are entrusted with.

FOCUS ON OUR ACTIONS

INDEPENDENCE

MARINE CONSULTANT only accepts power of attorney given by the cargo interests and their subrogated Underwriters. Thus, there is no confusion regarding the interests represented! The firm has also an important network of independent surveyors, lawyers, experts.

ADVICE AND ASSISTANCE

We recall that, in this context, MARINE CONSULTANT provides graciously and at any time its management advice, notably for the establishment of contradictory findings and the negotiation of the letter of guarantee at the end of the voyage.

“NO WIN, NO FEE” BASIS

It should be remembered that both for amicable appeals and for procedural actions (conservatory measures, various proceedings and/or arbitrations, are always initiated with the prior agreement of our Clients and their Underwriters), MARINE CONSULTANT intervenes on a “NO WIN, NO FEE” basis. Only the extra expenses (related to legal actions, survey etc.) are borne in all cases by its Principals.

AMICABLE ACTIONS OR PROCEEDINGS

The 2 are conducted successively depending on the circumstances.

To avoid, if possible, expense and waste of time, MARINE CONSULTANT favours amicable settlement – but in case of unjustified delays or refusal to cooperate by the responsible party, MARINE CONSULTANT organizes – with the prior consent of its Principals – legal proceedings.

Let us recall that since years MARINE CONSULTANT has organized conservatory measures (ships seizure for example where the most delicate was taken place in Mumbai – India – on a Vessel which was going to be scrapped), legal proceedings at all degrees of jurisdiction, before 10 countries' Courts, in Africa as in Europe, and numerous arbitrations in PARIS, LONDON and GENEVA.

EXCEPTIONAL EVENTS

- A recent event that occurred on March 23d, 2021, to the Vessel "EVER GIVEN" which ran aground in the Suez Canal (cf. our letter n°34), apparently because of bad weather, caused the blockage of the Canal for several days.

During this time laps, 422 ships, themselves loaded with about 25 millions tons of goods were blocked. The Canal authorities has currently estimated their own financial losses between 12 and 15 millions USD per day of inactivity, without counting the damages to the infrastructure and the human resources used.

As such, they are claiming compensation of USD 550 millions from the ship and its cargo (A). Discussions are ongoing between the Japanese Shipowners of the "EVER GIVEN", assisted by their P&I Club, and the Canal Authorities, which should lead to a settlement before the Egyptian Court's ruling.

At the same time, the concerned Parties will also have to pay compensation that will be awarded to the Tugs who have pulled the Vessel out of its complicated situation. (B)

Finally, the Nautical Surveyors will determine the damages to the Vessel resulting from the refloating of the "EVER GIVEN". (C)

This serious event highlights the characteristics of a Principle of maritime law that has existed since Antiquity: the General Average. It consists in sharing the costs, damages and loss resulting from a voluntary sacrifice from part the Ship or Cargo to save/rescue the whole in an emergency.

The 3 points (A), (B), (C) added together, compared to the saved values of the Ship and its cargo, will permit to determine the contribution which will be shared by the Parties.

We can imagine that it will be very high. Underwriters must be prepared for this. The situation for the Cargo owners that are not insured in not enviable!

- Few years ago, MARINE CONSULTANT had to intervene on the instructions of Ivorian Underwriters following to an event, on July 15th, 2015 suffered by the M/V MAERSK SEOUL (explosion in a container of dangerous products causing a major fire). The ship had to be assisted. The consequences of this disaster were significant.

The MAERSK SEOUL was declared in General Average and a provisional contribution of 12.50 % was requested for the salvage, plus 40 % requested by the Shipowners : meaning in total more than half of the value of the goods saved. For 5 years, MARINE CONSULTANT, with the help of its Solicitors in London, has worked to demonstrate that the event generating the explosion was in fact the result of a fault of the Shipowner. This is how MAERSK finally gave up on the General Average proceedings thus resulting a great savings for the Underwriters!

This example shows how much the cargo interests must remain careful in all circumstances and also that THE WORST CAN, SOMETIME, BE AVOIDED!

CREATION AND MELTING-POT

Firmly installed in MARSEILLE for 21 years, it appeared to MARINE CONSULTANT that it would be in accordance with the city history and its links with the Mediterranean Arc countries, to offer GRACIOUSLY to its Consular corps (more than 60 representatives) to legally assist and advice their nationals having any disputes in connection with International Trades (transport of goods).

It is with the same spirit that MARINE CONSULTANT has also developed numerous relationships with insurance companies – most of them located in West Africa – with the ambition of developing a healthy synergy with them.

Lastly, for several years, MARINE CONSULTANT has devoted itself to distributing a free monthly legal chronical that we will now be entitled: "MARINE CONSULTANT NEWS"

It is thanks to this vector that we are informing our followers today (+1'000) and are sharing with them our joy of being at their side for 21 years, since the firm creation on July 1st, 2000.

Please do not hesitate to send us your suggestions, your comments if necessary and to send us the addresses of those who, around you, are interested to receive each month our newsletter.

THANK YOU FOR SHARING WITH MARINE CONSULTANT.